



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CN.4/458/Add.2
11 mars 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANÇAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Quarante-sixième session
2 mai-22 juillet 1994

OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS SUR LE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR UN PROJET DE STATUT POUR UNE COUR CRIMINELLE INTERNATIONALE

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
OBSERVATIONS ÉCRITES DES ÉTATS MEMBRES	2
Panama	2
Slovénie	2
Sri Lanka	6
Tunisie	13
Yougoslavie	16

OBSERVATIONS ÉCRITES DES ÉTATS MEMBRES

PANAMA

[Original : espagnol]

[8 mars 1994]

Le Gouvernement panaméen estime que le trafic international de drogues et les violations systématiques des droits de l'homme ne doivent pas figurer dans le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, car ces crimes font déjà l'objet de conventions internationales et il existe des organismes spécialisés qui ont créé des commissions pour examiner ces sujets, comme c'est le cas du dispositif américain de protection des droits de l'homme créé par l'Organisation des États américains, ainsi que de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

En ce qui concerne la création du tribunal, le Gouvernement panaméen estime que le projet d'articles ne répond pas pleinement aux espoirs placés par les États Membres dans un tribunal de cette nature, car il n'offre pas les garanties d'un tribunal supranational, il comporte des limitations du point de vue des langues de travail (voir l'article 18) et il manque de clarté en ce qui concerne l'acceptation par les États de la compétence de la cour pour les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Il n'envisage que l'assentiment de l'État lésé et non celle de l'État agresseur, et il rend l'application des sanctions illusoire, puisqu'il la fait dépendre de la ratification par l'État qui n'accepte pas la compétence de la cour.

Cela étant, compte tenu du travail accompli à ce jour par la Commission, le Gouvernement panaméen est convaincu qu'il se trouvera des mécanismes juridiques d'entente et de consensus permettant de surmonter les difficultés et d'éviter les écueils.

Le Gouvernement panaméen estime que l'élaboration de règles de cette nature doit se faire sur la base de consultations très larges avec les milieux scientifiques et politiques de manière à harmoniser le plus possible les points de vue des pays membres.

SLOVÉNIE

[Original : anglais]

[28 février 1994]

La République de Slovénie est favorable à l'institution d'une cour criminelle internationale qui serait régie par les dispositions du statut, sans qu'il faille nécessairement prévoir à cet effet de modifier la Charte des Nations Unies. La cour devrait être liée à l'Organisation des Nations Unies, mais elle ne devrait pas être un organe de celle-ci.

La République de Slovénie se prononce donc en faveur de la structuration du tribunal telle qu'elle est envisagée dans le projet de statut, y compris la mise en place d'un parquet qui serait un organe distinct de la cour.

/...

En ce qui concerne le règlement du tribunal (art. 19 du projet de statut), la République de Slovénie estime, et cette position rejoint celle adoptée par certains membres du Groupe de travail, que les règles régissant l'administration de la preuve dans un procès devraient être fixées par le statut plutôt que par le règlement du tribunal. Le parquet devrait être régi par son propre règlement intérieur, ce qui garantirait son indépendance complète par rapport à la cour.

Selon la République de Slovénie, la deuxième partie du projet de statut, consacrée à la compétence et au droit applicable, en est le noyau central.

En principe, la République de Slovénie appuie l'approche adoptée à l'article 22 du projet de statut, qui consiste à énumérer les traités et les crimes qu'ils définissent et à faire de cette énumération la base de la compétence ratione materiae de la cour. Il lui paraît que c'est la façon la plus appropriée d'appliquer le principe nullum crimen sine lege.

De surcroît, la République de Slovénie note avec satisfaction qu'au nombre des crimes visés par l'article 22 du projet de statut figurent les infractions graves au Protocole I additionnel aux Conventions de Genève, de 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, du 8 juin 1977. S'il est vrai que les deux Protocoles additionnels de 1977 aux Conventions de Genève de 1949 n'ont pas été acceptés aussi universellement que les Conventions elles-mêmes, ils ont néanmoins été ratifiés à l'heure actuelle par deux tiers des États et ils pourraient bientôt, même si ce n'est pas encore le cas aujourd'hui, constituer une source coutumière du droit international humanitaire. Aussi la remarque figurant dans le commentaire du Groupe de travail selon laquelle le Protocole II (de 1977) additionnel aux Conventions de Genève de 1949 relatif aux conflits armés ne représentant pas un caractère international a été omis du champ d'application de l'article 22, parce qu'il ne prévoit pas de dispositions applicables aux infractions graves, n'emporte pas la conviction. On trouve dans le titre II du Protocole II des dispositions très claires concernant les actes qui sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu et que l'on peut qualifier a priori d'infractions graves au droit humanitaire. Les rédacteurs du projet de statut d'une cour criminelle internationale devraient avoir présent à l'esprit que les violations les plus brutales et massives du droit humanitaire et des droits de l'homme sont l'un des traits les plus évidents des conflits armés non internationaux.

Le Groupe de travail a décidé d'inclure dans le premier élément de compétence ratione materiae de la cour les conventions ayant un caractère universel qui répriment le terrorisme et qualifient certains actes terroristes comme des infractions graves obligeant les États parties à agir conformément au principe aut iudicare aut dedere.

Sur ce point, la République de Slovénie souhaite que le Groupe de travail réexamine la question de savoir s'il convient de placer les crimes relevant du terrorisme international sur le même pied que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité en ce qui concerne le degré de gravité qu'ils revêtent. Sur le plan du droit, les deux catégories de crimes visées présentent des différences. Ainsi les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité les plus graves sont imprescriptibles, comme le prévoient les principes de Nuremberg et la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre ou des crimes

/...

contre l'humanité de 1968. Par ailleurs, il convient que la législation interne traite les crimes terroristes à l'égal de crimes classiques de droit commun, de manière qu'ils puissent faire l'objet des accords bilatéraux d'extradition existants. Enfin, les tribunaux nationaux doivent connaître des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en vertu du principe de la compétence universelle.

Il faudrait compléter la liste des conventions réprimant le terrorisme en y ajoutant le Protocole de 1973 à la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, qui étend le champ d'application de ladite convention aux actes terroristes commis dans des aéroports civils internationaux.

La République de Slovénie convient, en principe, que les crimes liés aux drogues relèvent de la compétence d'une cour criminelle internationale, mais elle estime que le Groupe de travail devrait réexaminer le point de savoir si de tels crimes doivent figurer dans la catégorie des crimes pour lesquels l'article 26 du projet de statut prévoit une acceptation spéciale par les États de la compétence de la cour.

En tant qu'État partie à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la République de Slovénie est d'accord avec ceux qui estiment que ladite convention doit figurer, elle aussi, parmi les traités relevant de la compétence d'une cour criminelle internationale.

À supposer que les États acceptent la compétence de la cour pour les crimes énumérés à l'article 22 du projet de statut, la République de Slovénie est favorable à la procédure dite de "participation sélective", selon laquelle le seul fait qu'un État devienne partie au statut ne confère pas automatiquement compétence à la cour, une déclaration spéciale s'imposant à cet effet.

Comme de nombreux autres États Membres de l'ONU, la République de Slovénie se doit de marquer des réserves en ce qui concerne la compétence ratione loci de la cour par rapport à ses propres nationaux, la Constitution slovène ne permettant pas que ceux-ci soient extradés pour être jugés en dehors du pays.

En ce qui concerne le deuxième élément de la compétence ratione materiae d'une cour criminelle internationale, tel qu'il est énoncé à l'article 26 du projet de statut, qui prévoit une acceptation spéciale par les États, la République de Slovénie ne peut marquer son accord sur la position du Groupe de travail selon laquelle les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui ne sont pas énumérés dans la Convention sur le génocide ou qui ne tombent pas sous le coup des Conventions de Genève de 1949 et de leur Protocole I doivent être distingués des crimes envisagés dans lesdites conventions et requièrent une acceptation spéciale de compétence. Le Groupe de travail avait manifestement à l'esprit les crimes internationaux envisagés par le droit international coutumier, comme la Convention de La Haye (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de 1907 et les règlements y annexés, la Charte du Tribunal militaire international de Nuremberg de 1945 et l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949 relatif aux conflits armés ne présentant pas un caractère international. Sur ce point, la CDI devrait s'inspirer du

statut du Tribunal international appelé à juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie de 1991, dont la compétence matérielle s'étend inconditionnellement auxdits crimes.

La République de Slovénie estime que la constatation préalable par le Conseil de sécurité de la commission d'un acte d'agression, telle qu'elle est envisagée à l'article 27 du projet de statut, contredit le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire et que cette disposition devrait être réexaminée avec plus de soin par le Groupe de travail.

Selon la République de Slovénie, la disposition de l'article 28 du projet de statut relative au droit applicable n'offre pas une base suffisante pour se conformer au principe nullum crimen sine lege et devrait donc être réexaminée.

En ce qui concerne la compétence ratione personae de la future cour, celle-ci aura à juger des personnes physiques sur la base de la responsabilité criminelle individuelle. La République de Slovénie estime que le projet de statut devrait faire l'objet d'une élaboration plus poussée en ce qui concerne la responsabilité des dirigeants, les crimes commis sur l'ordre d'un supérieur et d'autres questions connexes.

La République de Slovénie considère que l'efficacité du système judiciaire international dépend avant tout du point de savoir comment le suspect ou l'auteur présumé d'un crime présumé sera traduit devant la cour. On notera à cet égard que la Constitution de la République de Slovénie n'autorise pas les jugements par contumace.

En attendant le procès, les garanties de procédure énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 doivent être respectées. La République de Slovénie estime qu'il faudrait se préoccuper davantage des victimes et des témoins cités à la barre.

En ce qui concerne les peines applicables, la République de Slovénie note avec satisfaction que la peine de mort n'est pas envisagée, car celle-ci est interdite par sa Constitution. Le système judiciaire slovène ne prévoit pas non plus l'emprisonnement à vie; la République de Slovénie estime que cette peine devrait être remplacée par une peine incompressible dont la durée devrait être précisée.

L'âge de l'auteur d'un crime international ne doit pas être pris en compte uniquement en tant que circonstance aggravante ou atténuante. Le Groupe de travail devrait décider si les jeunes criminels présumés, par exemple âgés de moins de 18 ans selon les normes internationales bien établies, doivent être traduits devant une cour criminelle internationale.

La République de Slovénie ne s'oppose pas à ce que le procureur puisse, lui aussi, faire appel ou demander la révision d'un jugement rendu par une cour criminelle internationale. Mais, dans cette hypothèse, le statut de la cour devrait préciser les cas dans lesquels la condamnation peut être modifiée et si une condamnation plus sévère peut être prononcée, le cas échéant.

En conclusion, la République de Slovénie propose que la Commission du droit international (CDI) poursuive sans retard l'élaboration du projet de statut d'une cour criminelle internationale.

SRI LANKA

[Original : anglais]

[15 mars 1994]

Observations générales

Le Gouvernement sri-lankais estime que pour inspirer le plus de confiance possible et être le plus largement accepté au plan international, ce qui lui est nécessaire pour pouvoir s'acquitter des lourdes responsabilités qui seront les siennes, le tribunal criminel international dont la création est envisagée doit être une institution judiciaire impartiale résolue à défendre la primauté du droit et à administrer la justice en dehors de toutes considérations politiques. Le tribunal sera souvent appelé à se prononcer sur des questions juridiques complexes susceptibles de comporter des aspects politiques "sensibles" marqués. Il est essentiel que dans l'exercice de ses fonctions, le tribunal tienne dûment compte des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique des États, tels que ceux-ci sont consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Le Gouvernement sri-lankais tient à féliciter la Commission du droit international et les membres du Groupe de travail sur un projet de statut pour une cour criminelle internationale pour l'approche pragmatique et souple adoptée pour formuler les projets d'articles. Néanmoins, plusieurs questions soulèvent des difficultés politiques, juridiques et pratiques non négligeables auxquelles il faut apporter une solution satisfaisante si l'on veut que le statut soit largement accepté.

Observations particulières

PREMIÈRE PARTIE : QUESTIONS DE FOND

1. Relations entre la cour et l'Organisation des Nations Unies

Le Gouvernement sri-lankais estime que créer une cour criminelle internationale en tant qu'organe principal ou subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies ne serait pas une solution pratique. Une telle entreprise, considérable puisqu'elle nécessiterait un amendement de la Charte, ne semble pas à l'heure actuelle recueillir suffisamment d'appui au sein de la communauté internationale. Néanmoins, le Gouvernement sri-lankais reconnaît qu'il est important que la juridiction qui sera mise en place ait des relations formelles avec l'Organisation des Nations Unies afin de pouvoir jouir de l'autorité nécessaire pour exercer une compétence pénale au niveau international et gagner la confiance de la communauté internationale. On pourrait parvenir à ce résultat au moyen d'un traité multilatéral conclu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Ceci permettrait à la cour de coopérer étroitement avec l'Organisation tout en conservant un statut distinct.

/...

2. Organes du tribunal

On notera que le terme "Tribunal" est utilisé dans le projet de statut pour désigner la cour, le greffe et le parquet. Tout en comprenant le raisonnement du Groupe de travail selon lequel, pour des raisons théoriques, logistiques et autres, il fallait dans le projet de statut considérer ces trois organes comme constituant un système judiciaire international intégré, le Gouvernement sri-lankais tient à souligner combien il est important, dans tout système judiciaire international, de garantir l'indépendance qui doit nécessairement exister entre l'instance de jugement et l'instance chargée des poursuites.

En vertu du statut, le parquet sera chargé des enquêtes, du déclenchement de l'action publique et de la conduite des poursuites. Pour ce faire, il doit avoir des pouvoirs autonomes. Certes, le tribunal pourra le moment venu connaître des actes accomplis dans l'exercice de ces fonctions et statuer à cet égard, mais ne doit pas diriger l'exercice de ces fonctions.

3. Compétence du tribunal

Le Gouvernement sri-lankais estime que la deuxième partie du projet de statut, relatif à la compétence et au droit applicable, qui contient les dispositions fondamentales du statut, soulève un certain nombre de questions d'ordre juridique qui appellent un examen plus poussé de la Commission.

i) La question se pose de savoir si la distinction qui existe actuellement entre les crimes visés à l'article 22 et ceux visés à l'article 26 2) b), c'est-à-dire la distinction entre éléments de compétence primaires et secondaires, est justifiée. Pour le Gouvernement sri-lankais, la compétence de la cour doit, tout au moins initialement, être limitée aux crimes définis dans les traités multilatéraux largement acceptés au niveau international. On notera à cet égard que la liste d'accords figurant à l'article 22 énumère ces traités internationaux et que ceux-ci définissent des actes précis qui doivent être considérés comme des crimes graves et créent en ce qui les concerne un régime du type "extrader ou poursuivre".

S'agissant des crimes définis dans la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (1971) [art. 22, d)], il faudrait envisager d'étendre ces dispositions aux actes illicites dirigés contre les aéroports et installations servant à l'aviation civile (en tant qu'actes distincts des actes illicites dirigés contre les aéronefs) visés dans le Protocole de 1988 à la Convention de Montréal de 1971.

Le Gouvernement sri-lankais estime aussi que la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants (1988) devrait être visée à l'article 22. Dans de nombreuses régions du monde, les liens de plus en plus étroits entre le trafic de stupéfiants, le terrorisme et le trafic d'armes constituent une menace croissante contre la paix et la sécurité tant au niveau national qu'au niveau international. Il est impératif que la communauté internationale traite ces activités comme des crimes graves au regard du droit international.

En outre, les dispositions de la Convention des Nations Unies de 1988, comme celles des conventions énumérées à l'article 22, créent pour les infractions liées aux drogues un régime du type "extrader ou poursuivre" et prévoient en ce qui les concerne l'exercice d'une compétence extraterritoriale, lorsque l'extradition n'est pas accordée. C'est pourquoi la Convention des Nations Unies de 1988 devrait être traitée de la même manière que les traités multilatéraux à l'article 22.

Pour ce qui est des "crimes au regard du droit international général" visés à l'article 26 2) a), le Gouvernement sri-lankais pense que les dispositions en question n'ont ni l'exactitude ni la précision qui seraient nécessaires pour donner compétence à la cour. Il souhaite donc réaffirmer qu'initialement, la compétence de la cour envisagée doit être limitée aux crimes définis dans les traités multilatéraux.

ii) S'agissant de la compétence de la cour, le projet de statut tel qu'actuellement formulé est concurrent et non exclusif, préservant le droit inhérent de tout État partie soit de juger un accusé devant ses tribunaux nationaux, soit de le renvoyer devant la cour criminelle internationale. Le Gouvernement sri-lankais souscrit à cette approche, qui est un prolongement logique du régime de type "extrader ou poursuivre" prévu dans les traités énumérés à l'article 22. Un tel régime pourrait contribuer à remplir le vide juridictionnel qui risque d'exister lorsqu'un État requis refuse d'extrader ses propres nationaux et que l'État requérant n'a de toute évidence aucune confiance dans le système judiciaire de l'État requis.

En outre, la compétence concurrente de la cour est subordonnée au consentement des États, c'est-à-dire l'État sur le territoire duquel le crime a été commis et l'État dont le perpétrateur du crime est réputé être un national.

Le projet de statut prévoit dans son article 23 une acceptation expresse de la juridiction ratione materiae de la cour par chaque État partie au statut. Des deux variantes proposées, le Gouvernement sri-lankais préfère la procédure de "participation sélective", à savoir la variante A, qui est en accord avec la base consensuelle de la compétence de la cour.

iii) L'article 25 du projet de statut, qui dispose que les affaires visées à l'article 22 ou à l'article 26 2) a) peuvent être soumises à la cour "sur décision du Conseil de sécurité", doit être examiné plus avant.

Il est difficile de dire, comme les dispositions sont actuellement libellées, si la "décision" que le Conseil de sécurité est censé pouvoir prendre serait assujettie pour ce qui est du consentement, aux mêmes conditions, que la soumission d'une affaire à la cour par un État. Confier un tel pouvoir au seul Conseil de sécurité, sans le confier aussi à l'Assemblée générale, compromettra l'acceptabilité générale du statut et rendra difficile un accord sur cette question.

Le Gouvernement sri-lankais estime qu'il serait prudent, au moins dans la phase initiale, de limiter le droit de soumettre des affaires à la cour aux États parties au statut.

Quoi qu'il en soit, on peut raisonnablement supposer que si la cour doit être une institution viable pour l'exercice de la compétence criminelle internationale, le statut exigera l'adhésion la plus large possible des États. Ainsi une affaire pourra être soumise à la cour par un ou plusieurs État en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité.

4. Compatibilité des obligations des États en vertu du statut avec leurs obligations en vertu de leur loi nationale et aux traités auxquels ils sont parties

Les dispositions de l'article 24 et de l'article 26, qui exigent qu'avant qu'une affaire puisse être soumise au tribunal, l'État dont les tribunaux sont compétents pour juger cette affaire ou l'accusé si celui-ci est présent sur son territoire doit consentir à cette soumission, semblent avoir pour objet de garantir la compatibilité entre, d'une part, les obligations qu'il est proposé de mettre à la charge des États en vertu du statut et, de l'autre, celles qui découlent de leur loi nationale et des traités auxquels ils sont parties. La validité d'un tel objectif n'est pas contestable.

Toutefois, les dispositions actuelles du projet de statut, qui sont quelque peu complexes, soulèvent plusieurs questions de fond qui doivent être examinées de manière plus approfondie. Les dispositions de l'article 63 sur la remise d'un accusé au tribunal constituent un exemple à cet égard.

L'article en question exige d'un État partie qui a accepté la compétence de la cour en ce qui concerne un crime particulier qu'il prenne immédiatement des mesures pour arrêter l'accusé et le remettre à la cour. Un État partie qui est également partie au traité définissant le crime en question mais qui n'a pas accepté la compétence de la cour pour ce crime est tenu soit de remettre l'accusé à la cour soit d'engager des poursuites contre lui. En outre, cet article oblige les États parties à donner autant que possible aux demandes de la cour en vue de la remise d'un accusé la priorité sur les demandes d'extradition émanant d'autres États.

La question des obligations conventionnelles préexistantes d'extrader qui incombent à un État partie au statut vis-à-vis d'un État qui n'est pas partie au statut lorsque la cour a présenté une demande concurrente doit être examinée plus avant.

Les traités multilatéraux définissant les crimes visés à l'article 22 créent un régime de type "extrader ou poursuivre" entre les États parties à ces traités. Des difficultés considérables, tant juridiques que politiques, pourraient très bien exister dans le cas où un État partie à l'un de ces traités multilatéraux et qui n'est pas partie au statut du tribunal présente une demande d'extradition à un État qui est partie à la fois au statut et au traité multilatéral. Il convient également de noter que mises à part la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 et la Convention de 1973 contre l'apartheid, les traités multilatéraux visés aux articles 22 et 26 ne prévoient pas la saisine d'une juridiction pénale internationale. L'article 63 s'efforce d'étendre le régime "extrader ou poursuivre", par analogie, à la remise d'un accusé à la cour.

Il s'agit là d'une question qui doit être examinée de manière plus approfondie, compte dûment tenu des dispositions pertinentes de la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969) relatives à la modification des traités. Il faudra aussi veiller à ce que les dispositions du statut ne portent pas atteinte au régime juridique créé par les traités d'extradition bilatéraux.

DEUXIÈME PARTIE. QUESTIONS PROCÉDURALES

1. Information et établissement de l'acte d'accusation (article 30)

Ce projet d'article vise la réception d'une plainte par le procureur.

Il est souhaitable que les plaintes soient reçues par le parquet, qui décidera s'il convient ou non d'ouvrir une information. Cette situation est comparable à la réception par le parquet de renseignements concernant la commission d'un crime relevant de la cour.

Le pouvoir discrétionnaire accordé au procureur pour ce qui est de l'ouverture d'une information est conforme à l'exercice de ses fonctions. Toutefois, s'agissant de l'examen de la décision initiale du procureur, on devrait ordonner à celui-ci – si l'on constate qu'il y a lieu – d'ouvrir une enquête et non d'engager des poursuites.

À l'issue de cette enquête telle qu'ordonnée par le Bureau, il appartiendra au procureur de décider s'il y a lieu d'établir un acte d'accusation à l'encontre du suspect. Le plaignant peut interjeter appel d'une décision du procureur de ne pas poursuivre. Toutefois, il serait souhaitable que le Bureau mène une enquête préliminaire à laquelle les parties concernées ne participeraient pas, sous réserve d'une audience dans les cas exceptionnels. En l'absence de circonstances exceptionnelles, une décision du procureur de ne pas poursuivre ne devrait pas être susceptible d'appel, et ceci pour des raisons pratiques. À n'en pas douter, le procureur doit être extrêmement prudent lorsqu'il exerce son pouvoir de ne pas poursuivre. Le système ne fonctionnera pas de manière satisfaisante si l'on ordonne au procureur de poursuivre alors qu'il ne le souhaite pas.

2. Acte d'accusation (article 32)

Le projet d'article 32 prévoit un examen de l'acte d'accusation. Il semble porter atteinte à l'autorité du procureur. Il semble aussi prévoir une sorte d'"enquête dans l'enquête". En outre, il ne cadre pas avec les dispositions antérieures permettant au Bureau d'ordonner au procureur d'engager des poursuites.

L'institution du parquet doit être organisée de manière à garantir qu'un acte d'accusation n'est établi que lorsque l'affaire le justifie.

3. Contestation de la compétence (article 38)

On pourrait prévoir que toute contestation de la compétence de la cour soit formulée in limine litis et non après que l'accusé a exposé ses moyens de défense au fond. À tout autre stade, les contestations de la compétence causent

/...

des pertes de temps et d'énergie inutiles. Seules les personnes ayant un intérêt direct dans l'affaire devraient avoir le droit de contester la compétence de la cour.

La question de la compétence, qui est une question fondamentale, devrait être tranchée à titre préliminaire par une chambre constituée pour connaître de l'affaire.

4. Dépositions (article 48)

Toute question touchant la pertinence, l'admissibilité et la valeur des éléments de preuve devrait être tranchée par la cour. Il existe des principes fondamentaux en ce qui concerne l'admissibilité des preuves.

Pour déterminer si une preuve est admissible, il convient de tenir compte des moyens utilisés pour l'obtenir. Dans certaines situations, la cour peut admettre des éléments de preuve mais peut décider de ne pas en tenir compte. Il devrait appartenir à la cour, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, de décider d'admettre ou de ne pas admettre tel ou tel élément de preuve.

5. Audiences (article 49)

La question des objections à la compétence de la cour est traitée dans cet article. Il semble que l'objection doive être formulée avant que l'accusé ne se soit défendu sur le fond. Ceci est conforme aux observations faites ci-dessus. La cour statuera sur l'objection avant de poursuivre le procès.

6. Jugement (article 51)

Les opinions dissidentes sont utiles et il ne faut pas les exclure. Une décision majoritaire de la cour sera la décision de la cour, mais les juges doivent être libres d'exprimer leur désaccord.

7. Appel d'un jugement ou d'une condamnation (article 55)

Un délai d'appel devrait être défini.

Il est admis que les décisions de la cour doivent pouvoir faire l'objet d'un appel. Néanmoins, le droit d'appel ne devrait pas pouvoir être exercé lorsque l'accusé a plaidé coupable.

L'on pourrait aussi envisager de conférer au procureur un droit d'appel fondé sur :

- a) Un point de droit;
- b) Un point de pur fait, ou, avec l'autorisation de la cour, un point à la fois de droit et de fait;
- c) L'inadéquation ou l'illégalité de la condamnation prononcée.

/...

8. Procédure d'appel (article 56)

La procédure selon laquelle les appels sont examinés n'est pas définie, mais peut-être le règlement de la cour contiendra-t-il les dispositions nécessaires. Il faudrait qu'au stade de l'appel la cour puisse recevoir de nouveaux éléments de preuve si elle le juge nécessaire.

Si nécessaire, une chambre d'appel pourra être constituée pour connaître des appels. Les éminents magistrats nommés à la cour seront compétents pour juger tant en première instance qu'en appel.

9. Autres questions

Le statut ne peut prévoir toutes les situations en ce qui concerne l'enquête, l'engagement des poursuites, l'établissement de l'acte d'accusation, le procès, la condamnation, l'appel et la révision. Une disposition devrait donc être incluse concernant les cas qui ne sont pas prévus. Dans de telles situations, des procédures conformes à la justice et non incompatibles avec le statut pourront être adoptées.

Pourrait également être prévue la possibilité de juger un accusé par défaut. Cette procédure pourrait être utilisée lorsqu'une personne ayant accepté un acte d'accusation s'abstient délibérément de comparaître, s'abstient de comparaître pour se voir notifier l'acte d'accusation, ayant comparu entrave délibérément la procédure ou n'est pas en mesure de comparaître pour des raisons de santé ou autres.

Il pourrait être souhaitable de disposer à tout le moins d'un exposé succinct des règles applicables devant la cour en ce qui concerne l'administration de la preuve, car ces règles tiendront une place centrale lors des procès.

L'on pourrait aussi conférer à la cour le pouvoir de relâcher un accusé à tout stade de la procédure si elle estime que la poursuite de celle-ci n'aboutira pas à une condamnation, à charge pour elle de consigner par écrit les motifs d'une telle décision.

Une disposition devrait aussi permettre à la cour de mettre fin à un procès une fois que l'accusation a fini d'exposer ses arguments si elle estime que les éléments de preuve fournis n'établissent pas que l'accusé a commis l'infraction mise à sa charge. Si la cour considère qu'il y a lieu de poursuivre le procès, elle demande à l'accusé d'exposer ses moyens de défense.

10. Ressources financières et autres

Au fur et à mesure que l'on élabore les dispositions du statut, il serait important de tenir compte des fonds et autres ressources qui seront nécessaires pour la création et le fonctionnement d'une institution telle que le tribunal.

Il conviendrait bien entendu de recenser rapidement les divers postes de dépenses, par exemple les besoins institutionnels et administratifs permanents et les autres facilités dont il faudra disposer selon le cas (pour les enquêtes, les poursuites, le procès et l'incarcération, etc.).

Si le tribunal était créé en tant qu'organe principal ou subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, son mode de financement (budget ordinaire ou contributions volontaires) sera bien entendu soigneusement examiné par les comités budgétaires de l'Assemblée générale.

Si le tribunal était créé par traité, les questions de financement seraient parmi les questions les plus importantes et devraient trouver une solution satisfaisante.

Toutefois, qu'un tel tribunal soit établi en tant qu'organe principal ou subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies ou soit créé par un traité, il serait essentiel (pour garantir son objectivité et son intégrité et la perception de celles-ci par le public), qu'il jouisse d'une certaine autonomie financière et qu'il puisse donc s'autofinancer sans être tributaire des contributions des gouvernements.

TUNISIE

[Original : français]

[25 février 1994]

1. Lien de la cour pénale internationale avec l'ONU

La Tunisie appuie l'option selon laquelle la cour serait un organe des Nations Unies. Cette formule conférerait à cette juridiction l'autorité et la permanence voulues, et assurerait la reconnaissance internationale de sa compétence.

2. Droit applicable

La Tunisie approuve la liste des accords et conventions internationaux énumérés à l'article 22 du projet devant constituer le support du droit applicable par la cour. Néanmoins, elle estime nécessaire de compléter cette liste par la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984.

Par ailleurs, il y a lieu de remarquer que seuls quelques traités, parmi ceux visés par l'article 22, définissent avec précision les actes qu'ils interdisent. Le droit international coutumier, qui complète ces traités, est également impuissant à définir correctement ces infractions. Cette situation pourrait constituer une source de difficultés quant à la précision, au niveau international, des éléments constitutifs d'une infraction internationale afin de pouvoir satisfaire au principe de légalité reconnu par tous les systèmes de justice pénale du monde. Aussi, serait-il opportun d'accélérer les travaux tendant à l'élaboration du Code de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

/...

3. La compétence

La Tunisie est d'avis que la compétence de la cour devrait se limiter aux individus et qu'elle ne pourrait, par conséquent, pas s'étendre aux États et aux organisations internationales, ce qui serait contraire au principe de la souveraineté ainsi qu'à celui de l'immunité juridictionnelle des États, objet du projet de convention élaboré à cet effet par la Commission du droit international.

Par ailleurs, et en attendant l'achèvement de l'élaboration d'un code de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, la compétence matérielle (ratione materiae) de la cour pourrait être définie par des accords spéciaux entre les États parties au statut ou par acceptation individuelle. Ainsi seraient déterminées avec le plus de précision possible les infractions pour lesquelles un ou plusieurs États reconnaîtraient la compétence de la cour. Les accords ou actes unilatéraux sus-évoqués pourraient être réalisés à tout moment.

En outre, la cour pourrait être compétente pour juger tout individu, à condition que l'État dont il est ressortissant et l'État sur le territoire duquel le crime a été commis aient accepté sa juridiction (cette solution rejoint celle du Rapporteur spécial).

Enfin, il y a lieu de prendre également en considération les droits de l'État dont les biens, situés sur un territoire autre que le sien, font l'objet d'actes criminels (Convention et Protocole de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, conclus respectivement le 23 septembre 1971 et le 24 février 1988).

4. Nomination des juges

À ce sujet, la Tunisie suggère que chaque État, partie au statut, présente la candidature d'un juge remplissant les conditions morales et de compétence requises. Par la suite, les juges à la cour seraient élus par l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette formule est de nature à garantir leur indépendance et leur impartialité tout en renforçant les liens entre l'ONU et la cour.

5. Structure de la cour

La Tunisie soutient la proposition du Rapporteur spécial relative à l'organisation structurelle de la cour :

- La "cour" : organe de jugement;
- Le "greffe" : organe administratif;
- Le "parquet" : organe de poursuite.

6. Saisine de la cour

Contrairement à la proposition du Rapporteur spécial qui limite la saisine de la cour à la plainte des seuls États — qu'ils soient ou non parties au

/...

statut –, la Tunisie est d'avis qu'il faudrait étendre, également, ce droit aux organisations internationales. Cette solution permettrait une meilleure protection des droits de l'homme.

7. L'accusation

Elle devrait être soutenue par un ministère public (au lieu de l'État plaignant), soit la deuxième formule proposée par le Rapporteur spécial, et ce, afin de garantir la neutralité et l'impartialité de la cour.

8. L'enquête

L'instruction devrait être conduite par la cour elle-même lors d'une audience. Si l'affaire est trop complexe, la cour pourrait constituer une commission spéciale d'enquête. Ce choix est dicté par le souci de garantir les droits de l'accusé et d'assurer l'objectivité de l'instruction.

9. Caractère équitable du procès

Concernant l'article 40 du projet, il serait indiqué d'énoncer un principe général à la faveur de l'accusé : la jouissance des droits fondamentaux établis par le droit international conventionnel et coutumier et reconnus par les principes généraux du droit.

10. Principe de légalité

À cet égard, deux remarques semblent s'imposer :

a) Le principe de légalité, tel que présenté dans l'article 41, ne mentionne pas clairement l'un de ses corollaires les plus importants, en l'occurrence la non-rétroactivité de la loi pénale internationale. Or, une telle référence apparaît fondamentale et suppose, par conséquent, la mise en oeuvre de son unique atténuation à savoir l'application de la loi pénale internationale la plus favorable à l'accusé malgré le caractère grave des crimes réprimés;

b) Pour ce qui est de la question de la double incrimination internationale et nationale, il est bien évident qu'une juridiction pénale internationale aurait une action inefficace si elle ne pouvait poursuivre une personne, coupable d'un crime contre la paix et la sécurité de l'humanité, qu'à la condition que le droit national du pays, dont l'accusé est ressortissant, condamne ces faits. En effet, qu'en serait-il alors si des pays ne prévoient pas certains actes criminels dans leur ordre juridique interne? Aussi, conviendrait-il de dépasser le principe de la double incrimination à condition que le droit international conventionnel ou coutumier consacre de tels crimes.

11. Peines applicables

La Tunisie est favorable à la proposition du Rapporteur spécial laissant à la cour, en l'absence d'un code criminel international prescrivant des peines,

/...

la faculté de se référer soit à la loi de l'État de l'auteur du crime, soit à la loi de l'État plaignant (État victime), soit encore à la loi de l'État sur le territoire duquel le crime a été commis.

Cependant, il n'a pas été prévu l'éventualité d'un crime à la commission duquel ont participé plusieurs personnes de différentes nationalités. Si la cour s'attache à se référer respectivement aux lois nationales des États dont est ressortissant chacun des inculpés, l'on pourrait aboutir à des jugements divers et à des peines différentes, ce qui constitue une discrimination dans les traitements de chacun des inculpés. Pour y remédier, il conviendrait de recourir à l'application d'une loi unique, de préférence la loi de l'État victime, ce qui est de nature à assurer une certaine homogénéité au jugement et à renforcer chez l'État victime le sentiment que justice lui a été pleinement rendue.

12. Recours en révision

L'inculpé devrait bénéficier du droit de recours en révision en cas de découverte d'un fait nouveau, inconnu au moment du procès ou de l'appel, et qui aurait pu avoir une influence décisive sur le jugement de la cour.

13. Langue de travail

L'article 18 du projet stipule que les langues de travail de la cour sont l'anglais et le français. Cette disposition est restrictive. Il serait indiqué à ce sujet que les langues officielles de la cour soient celles des Nations Unies.

YUGOSLAVIE

[Original : anglais]

[10 mars 1994]

Observations générales

Le Gouvernement de la République fédérative de Yougoslavie tient à formuler certaines observations d'ordre général touchant la question même de la création d'une cour criminelle internationale et appelle l'attention du Secrétaire général sur l'opinion qu'il a déjà exprimée sur cette question. Dans sa lettre datée du 19 mai 1993 (A/48/170-S/25801), le Ministre des affaires étrangères de la République fédérative de Yougoslavie, tout en souscrivant à l'idée de créer une cour criminelle internationale permanente, a réprouvé celle tendant à instituer un tribunal international spécial pour juger les seules personnes responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. La République fédérative de Yougoslavie considère qu'il est dans l'intérêt de tous les membres de la communauté internationale d'élargir le système de droit international en vigueur à la faveur d'une telle cour, ce qui, d'une part, contribuerait au règlement des différends et, d'autre part, permettrait à la communauté internationale de mettre en oeuvre avec succès toutes les mesures de répression et de prévention des actes de menace.

/...

Le Gouvernement yougoslave tient à formuler les opinions ci-après sur le projet de statut pour une cour criminelle internationale établi par la Commission du droit international.

Articles premier à 4

Des trois solutions proposées aux fins de l'institution de la cour – amendement de la Charte des Nations Unies en vue de créer un nouvel organe, par la voie d'une résolution de l'Assemblée générale ou d'une convention multilatérale –, il semble que la première soit la meilleure. Ce faisant, on devrait mettre à profit l'éventuelle procédure d'amendement de la Charte pour élargir le Conseil de sécurité par l'admission de nouveaux membres permanents de manière à créer une cour criminelle internationale par ce biais.

Le principal inconvénient d'une cour créée par la voie d'une résolution de l'Assemblée générale réside en ceci que, en vertu de l'Article 22 de la Charte, cette cour ne serait qu'un organe subsidiaire de l'ONU et serait subordonnée à l'Assemblée générale, contrairement au principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire qu'il serait fort malencontreux de violer dans le cas d'une cour aussi importante.

Il semblerait que, pour l'heure, la seule solution possible soit de créer la cour par la voie d'une convention multilatérale et de permettre ainsi à tous les États d'adhérer à son statut et de reconnaître sa compétence à raison de certains actes criminels, qu'ils aient ou non le statut d'États Membres de l'ONU. Toutefois, même si la cour était créée de cette manière, elle devrait être liée à l'ONU dans toute la mesure du possible, soit à la faveur d'un accord de coopération ou d'une disposition conférant à l'Assemblée générale le pouvoir d'en nommer les juges et le procureur.

Quant à la disposition de l'article 4 selon laquelle le tribunal "se réunit lorsque cela est nécessaire pour l'examen d'une affaire dont il est saisi", le Gouvernement yougoslave tient à souligner que ce tribunal devrait être un organe permanent dont le statut permanent ne devrait pas forcément résider dans la tenue des sessions permanentes. Il suffirait de créer la cour, de la doter de juges élus, d'une compétence strictement définie et d'une organisation administrative.

Articles 5 à 11

Quant à la structure de la cour, celle qui est proposée est incontournable; toutefois, les organes de jugement et les organes de poursuite devraient être rigoureusement distincts. Le Gouvernement yougoslave exprimera son opinion sur le parquet dans ses observations sur l'article 13.

Le soin de l'élection de juges doit être laissé aux États parties à la Convention portant création de la cour et si celle-ci est créée par la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale des Nations Unies devrait élire les juges. L'une ou l'autre solution contribuerait à renforcer l'indépendance et l'impartialité des juges et à établir un lien solide entre la cour et les États qui l'ont créée, c'est-à-dire les Nations Unies.

La cour devrait également être dotée d'une bonne organisation administrative, dans la mesure où elle ne siégera pas en permanence mais uniquement à l'occasion de telle ou telle affaire dont elle serait saisie. Le statut et la structure administrative devraient être réglés par le règlement intérieur de la cour.

Le principe de la récusation des juges revêt une grande importance. Aussi, tant le juge récusé que l'accusé doivent-ils exposer le motif de la récusation. Le nombre des juges dont la récusation peut être demandée ne devrait pas être limité et, en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 11, les décisions devraient être prises de la manière, le quorum étant identique.

Article 13

Les fonctions du parquet devraient être séparées de celles de la cour. Dans la mesure où le procureur est principalement responsable de la conduite des enquêtes et poursuites, son statut doit être clairement défini et distingué de celui des autres parties qui pourraient intervenir devant la cour et de la cour proprement dite. En conséquence, les modalités de l'élection et les fonctions du procureur devraient être définies de manière plus détaillée.

Le procureur pourrait également être élu par l'Assemblée générale parmi les ressortissants de divers États qui présenteraient leur candidature aux fonctions de juge dans les mêmes conditions.

Par ailleurs, outre l'hypothèse de la demande d'un État concerné, le procureur pourrait engager des poursuites de son propre chef ou à l'initiative du Conseil de sécurité s'il existe une sérieuse présomption qu'un crime de guerre a été commis.

Articles 15 à 18

La perte de fonctions devrait être régie de la même manière que dans le Statut de la Cour internationale de Justice de La Haye. Le Gouvernement yougoslave considère inacceptable que la perte de fonctions soit décidée par la cour, c'est-à-dire deux tiers des juges. Il voit là une remise en cause de l'indépendance du parquet.

Article 19

Le Gouvernement yougoslave estime que cet article (ou un certain nombre d'articles) du projet de statut devrait énoncer des règles fondamentales et des principes généraux touchant la procédure et les preuves.

Articles 22 à 26

Le Gouvernement yougoslave est favorable à l'idée de conférer à la cour une compétence ratione personae pour juger les individus seulement.

La compétence ratione materiae de la cour à raison des cas visés à l'article 22 du projet de statut devrait s'imposer à tous les États parties au statut, sans qu'il soit loisible aux États de la contester ou d'y formuler de quelconques réserves.

Si la disposition contenue à l'article 23 est acceptée, le but et les fonctions de la cour criminelle internationale seraient contestés. Le Gouvernement yougoslave estime que pour pouvoir fonctionner efficacement, la cour criminelle internationale devrait être habilitée à établir la responsabilité pénale et à appliquer des sanctions dans un nombre minimum de cas généralement acceptés, en gardant constamment à l'esprit la souveraineté des États. La liste des crimes figurant à l'article 22 et d'éventuelles additions (par exemple tel que proposé dans le cas des mercenaires) représentent un maximum vu la structure et la gravité des crimes et leurs conséquences pour lesquelles il faudrait obtenir le consentement de l'État à la compétence obligatoire de cette cour.

Dans ce contexte, la compétence de la cour à raison des crimes visés à l'article 22 ne devrait pas être subordonnée au consentement de l'État dont l'accusé est ressortissant ou de l'État sur le territoire duquel le crime a été commis, si ces États sont parties au statut.

Quant aux cas visés à l'article 26, le Gouvernement yougoslave est d'avis qu'en l'espèce la cour devrait avoir une compétence subsidiaire, c'est-à-dire que sa compétence devrait être subordonnée au consentement des États concernés.

Quant à l'idée qui veut que le Conseil de sécurité puisse, de son propre chef, saisir la cour d'une affaire, le Gouvernement yougoslave considère que le Conseil de sécurité ne pourrait pas, en pareil cas, faire office de procureur, c'est-à-dire identifier certaines personnes en tant qu'accusées. Dans le cadre de ses compétences en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil devrait être autorisé à appeler l'attention de la cour/du procureur sur les cas d'agression, ce dernier étant chargé de mener une enquête et d'engager des poursuites.

Article 29

Dans la mesure où le rôle du Conseil de sécurité dans l'engagement de poursuites devant la cour doit différer de celui du procureur, il faudrait établir une différence entre les demandes présentées par les États et l'acte initial du Conseil de sécurité. Si les demandes émanant des États doivent exposer les faits de nature à donner lieu à l'engagement de poursuites pénales (identification de l'accusé, éléments de preuve valables, description des crimes, etc.), l'acte initial du Conseil de sécurité, sans devoir être étayé de la même manière, devrait établir l'existence d'une agression, c'est-à-dire fournir au procureur un indice qui lui permette d'ouvrir une enquête s'agissant des crimes visés à l'article 22 à raison desquels la cour devrait, de l'avis du Gouvernement yougoslave, avoir une compétence obligatoire.

Articles 30 à 32

De l'avis du Gouvernement yougoslave, le réexamen des affaires devrait être prévu au cas où le procureur déciderait de ne pas engager de poursuites; autrement dit cette faculté ne devrait pas être concédée au Bureau de la cour.

L'arrestation et la délivrance d'un mandat avant l'établissement d'un acte d'accusation ne devraient être ordonnées que par une chambre de la cour et non par le Bureau. On serait également fondé à déterminer la durée de la mise en détention.

L'acte d'accusation établi par le procureur pourrait faire l'objet d'un examen que par une chambre de la cour, laquelle devrait déterminer l'existence ou l'absence de motifs suffisants.

Toutes ces considérations tendent à démontrer que, avant la signification d'un acte d'accusation par la cour, une chambre de la cour devrait être compétente à raison de tous ces actes.

Articles 37 et 38

Les chambres de la cour devraient être créées en vertu du règlement intérieur qui sera adopté par cette dernière et non sur la base de l'opinion des membres du Bureau.

Dans chaque espèce, la compétence de la cour ne doit pouvoir être contestée que par les États parties à un différend et non par tout État partie au statut, au nom du principe de la rationalité de l'instance. L'accusé ne devrait pas avoir la faculté de contester la compétence de la cour avant la signification de l'acte d'accusation par la cour ou le procès proprement dit qui devrait être l'objet de la décision prise par la cour ou une chambre de celle-ci.

Article 44

De l'avis du Gouvernement yougoslave, le paragraphe h) de l'article 44 est contraire au paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques aux termes duquel toute personne accusée a le droit d'être présente au procès, ce qui constitue l'une des garanties du droit à un procès équitable. La faculté ménagée à la cour criminelle internationale de juger par contumace contrairement aux dispositions de l'une des principales conventions de droit international, remettrait en cause l'autorité de la cour, cependant que l'incapacité de faire exécuter la peine en remettrait en question l'efficacité. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sont déjà en mesure d'arrêter une espèce de sanction morale sur la base des pouvoirs qui leur sont dévolus, de sorte qu'il est inutile qu'une cour le fasse.

Article 45

Le Gouvernement yougoslave juge inacceptable la possibilité ménagée à la cour de réexaminer une décision rendue par un tribunal interne en vertu du paragraphe 2 b) de l'article 45. S'il existe de sérieux motifs de douter de

l'impartialité du tribunal interne, l'action en seconde instance pourrait être portée devant la cour criminelle internationale qui ferait alors office de cour d'appel.

Article 47

Les éléments de preuve recueillis en violation des dispositions pertinentes du droit international ne devraient pas être reçus et la cour ne devrait pas en apprécier la validité.

Articles 55 à 57

Il faudrait ménager au condamné et au procureur le droit de faire appel de toute décision de la chambre de la cour. Ce droit devrait être assorti d'une prescription pour les deux parties. Toutefois, ce droit conféré au procureur pourrait être limité (mais non entièrement exclu) en cas d'acquiescement.

Le Gouvernement yougoslave estime que le Bureau, en examinant les articles 30 à 32, ne devrait pas constituer la chambre d'appel. Cette question devrait être réglée à l'avance.

La meilleure solution serait de faire statuer sur l'appel par tous les juges siégeant en plénière, à l'exception de ceux qui ont arrêté la décision en première instance.

Étant donné la disposition du paragraphe 7 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le procureur ne devrait pas être autorisé à demander la révision du jugement au détriment du condamné, c'est-à-dire en cas d'acquiescement (art. 57).

Article 63

Une ordonnance aux fins de l'arrestation et de la remise de l'accusé ne doit être délivrée que par la chambre de la cour.

L'extradition de personnes accusées de crimes visés à l'article 22 devrait être également obligatoire, à condition que la compétence de la cour le soit également en l'espèce.

Dans les autres cas, l'extradition devrait dépendre de ce que l'État concerné a accepté ou non la compétence de la cour. En pareil cas, la solution proposée au paragraphe 3 b) de l'article 63 est acceptable.
